



Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie*¹

Le borbier afghan : comment en sortir ? / Jean Fleury

éd. J. Picollec, 2011

cote : 57.919

L'ouvrage de Jean Fleury apporte une contribution utile à l'étude de l'Afghanistan, pays encore peu connu en France malgré les événements graves qui s'y déroulent. On ne reprochera pas à l'auteur quelques erreurs sur le Pakistan à propos de personnages historiques (par exemple page 70, Ghulam Ishaq Khan qui a succédé au général Zia en 1988 n'était pas militaire) et inexactitudes en ce qui concerne l'appellation officielle de régions (comme page 66 la Province Frontière du Nord-Ouest et non pas la province des territoires du Nord-Ouest), mais on retiendra l'intérêt d'un rappel historique de l'Afghanistan dont le destin a été intimement mêlé à la Perse, à l'Asie centrale et à l'Asie du Sud.

L'essentiel du livre concerne l'époque contemporaine. La période de transition entre le pouvoir communiste qui a survécu trois ans au départ en 1989 des troupes soviétiques et l'arrivée au pouvoir de l'Alliance du Nord en 1992 est sommairement passée en revue. La description de la politique américaine au moment de la prise du pouvoir par les talibans en 1996 montre bien la perplexité de Washington. L'auteur décrit avec précision les opérations américaines et alliées pour chasser les talibans du pouvoir en 2001, après les attaques lancées sur le sol américain par le chef d'Al Qaida, Oussama ben Laden, réfugié en Afghanistan. L'analyse succincte de la constitution de 2003, des élections présidentielles de 2004 et 2009 et des élections législatives de 2005 et 2010 éclaire le panorama politique.

Les modes d'action des talibans qui incluent attentats suicide, embuscades, engins explosifs improvisés, ces derniers étant responsables de 60% des pertes de la coalition, sont répertoriés et décrits. Les moyens déployés pour faire face aux talibans se révèlent d'une efficacité relative. L'auteur regrette la disparité des règles d'engagement des forces d'intervention alliées. Il montre les limites des succès occidentaux en détaillant quelques opérations militaires lancées par les forces américaines et françaises. Un chapitre consacré aux opérations aériennes retient l'attention. Rien d'étonnant, étant donné la personnalité de l'auteur, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air française. Le lecteur se familiarise avec les interventions des avions de chasse et de transport, avec les ravitailleurs en vol. On apprend que chaque jour, 250 avions cargo se posent sur le sol afghan pour apporter des ravitaillements dans des conditions parfois difficiles, que des postes isolés sont approvisionnés par hélicoptères ou parachutages, faute de routes ou de sécurité, et que 300 appareils se ravitaillent en vol. L'Afghanistan constitue un champ d'expérimentation pour l'utilisation des drones dont le taux d'accidents est très supérieur à celui des avions. Afin



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

d'éviter des tirs adverses, ces engins sans pilotes évoluent à moyenne et haute altitude, en toute impunité car les insurgés ne disposent pas de missiles sol-air à longue portée. Même si elle est utile, la haute technologie ne suffit pas à vaincre un adversaire redoutable qui sait s'adapter.

Les bavures alimentent l'opposition à la guerre dans les opinions occidentales et favorisent les recrutements d'insurgés. Les talibans, nous dit l'auteur, encouragent la culture du pavot, surtout dans les régions pachtounes, pour obtenir des fonds mais aussi parce que les drogues exportées contribuent à la destruction de l'Occident. Les agronomes proposent deux cultures de substitution, celles de crocus dont on extrait le safran et de roses pour produire de l'huile essentielle (page 173). Mais on devine que ce ne sont que des suggestions qui n'ont pas reçu d'applications pratiques.

L'auteur montre bien la difficulté pour réorganiser les forces armées et la police afghanes, gangrenées par la corruption, dont les effectifs sont notoirement insuffisants et qui connaissent d'importantes désertions. Les soldes médiocres, inférieures à celles versées par les talibans à leurs combattants, explique en partie le manque d'enthousiasme des Afghans à s'enrôler dans les armées et la police. D'autres facteurs, comme par exemple la crainte de représailles par les talibans, expliquent sans aucun doute le faible pourcentage de Pachtounes qui désirent s'engager. Le général Fleury constate l'ampleur de la tâche pour démanteler les groupes armés illégaux dont le nombre est impressionnant. Il souligne à juste titre le rôle néfaste joué par les sociétés civiles privées.

Jean Fleury analyse, sans s'attarder, l'attitude des grandes puissances et des pays voisins à l'égard de l'Afghanistan. Il souligne le sentiment de supériorité des États-Unis, leurs erreurs, c'est à dire en fait leur incompréhension des problèmes afghans. La Russie n'est peut-être pas mécontente des difficultés américaines en Afghanistan qui empêchent la construction d'un gazoduc entre les réserves d'Asie centrale et les usagers d'Asie du Sud, Pakistan et Inde. Elle veut conserver la maîtrise des approvisionnements énergétiques. L'Iran a tout lieu également d'être satisfait de l'enlèvement américain en Afghanistan mais l'arrivée des talibans au pouvoir se traduirait par des conséquences négatives pour la minorité chiite hazara du centre du pays. L'Arabie saoudite peut servir d'intermédiaire dans des négociations avec les talibans mais peut aussi adopter une attitude néfaste si elle soutient des groupes extrémistes sunnites. L'intérêt de l'Afghanistan pour le Pakistan s'explique par la contiguïté.

C'est vers le Pakistan que fuient la majorité des réfugiés afghans. Le principal service de renseignement pakistanais l'*Inter-Services Intelligence* (ISI) est qualifié d'anti-américain et soupçonné d'avoir aidé le chef des talibans afghans, le mollah Omar, à se réfugier à Quetta où il peut agir librement pour planifier des attaques contre les forces nationales afghanes et alliées. L'ISI soutient par ailleurs, ce qui n'est pas contesté, l'action du réseau Haqqani qui bénéficie d'une zone refuge au Nord-Waziristan, d'où il peut lancer des attaques contre les forces de sécurité afghanes et alliées. L'Inde ne souhaite pas un régime taliban à Kaboul, voulant priver le Pakistan de profondeur stratégique. La participation de la Chine aux pourparlers de paix paraît nécessaire à l'auteur. Pékin se préoccupe, effectivement, de l'aide fournie aux militants nationalistes ouïgours par des islamistes afghans et pakistanais et, par ailleurs, s'intéresse aux ressources minières d'Afghanistan.



Académie des sciences d'outre-mer

Pour l'auteur, comme pour beaucoup d'autres analystes, le but de guerre est d'empêcher le retour au pouvoir des talibans car ceux-ci installeraient des camps où seraient formés des militants extrémistes prêts à fomenter des attentats dans les pays occidentaux. Justification discutable dans la mesure où les terroristes peuvent se former dans beaucoup d'autres pays, y compris dans le Pakistan voisin. Estimant justifiée l'intervention occidentale en Afghanistan en 1991, l'auteur répond *in fine* à la question qui constitue le sous-titre de son ouvrage : comment sortir du borbier afghan ? Il fait siennes les thèses du lieutenant-colonel français Galula, décédé sans que ses travaux menés aux États-Unis sur la contre-guérilla soient connus des armées françaises et découvert par les Américains, en particulier le général Petraeus.

Le général Fleury partage avec ce dernier un véritable enthousiasme pour cet officier d'origine juive, entré à Saint-Cyr en 1939 et injustement oublié. On apprend qu'au cours d'une carrière atypique, David Galula a notamment servi à Calcutta en 1945 à la section de liaison française en Extrême-Orient. À ce titre, il effectue, ayant appris le mandarin, de nombreux voyages en Chine, avant d'être affecté à la mission militaire française à Pékin. En 1956, il a commandé un bataillon en Grande-Kabylie. Il a quitté l'armée parce que celle-ci lui a refusé les fonctions de *visiting fellow* qu'on lui offrait à Harvard après un stage qu'il avait suivi en 1958 à l'*Armed Forces Staff College* de Norfolk. En lisant ce qu'écrit sur lui le général Fleury, on éprouve à son égard une certaine sympathie et on lui attribuerait presque le pouvoir par ses réflexions de résoudre les problèmes afghan et pakistanais.

Bel optimisme que partage le général Fleury tout en ne cachant pas la gravité de la situation. L'auteur considère nécessaire le maintien en Afghanistan de troupes occidentales dans l'état actuel d'impréparation des forces afghanes. Une affirmation discutable car aucun progrès n'apparaît possible à court et même à moyen voire long terme. L'implantation espérée d'un islam modéré paraît problématique. Le général Fleury avance quelques idées nouvelles, en fait des adaptations des théories de Galula, par exemple en suggérant la tenue de *jirgas*, ces assemblées traditionnelles de notables (pages 191 et 195) et la désignation du chef de l'État par la *Loya Jirga*, la grande assemblée nationale traditionnelle des notables (page 201). Il affirme la nécessité de tenir les chefs de guerre locaux à l'écart des responsabilités politiques. Remarque juste mais bien difficile à appliquer. L'auteur recommande, comme d'autres commentateurs et essayistes et comme certains acteurs, d'engager des pourparlers avec les talibans, tout au moins avec ceux, qualifiés sans doute bien naïvement de modérés. Mais pour prolonger la réflexion, on pourrait ajouter que la conclusion d'un accord semble une chimère car les insurgés ne se sentiraient sans doute pas tenus par des engagements pris. De plus, ils sont partagés entre diverses factions dont certaines ne seraient pas parties prenantes à un accord. L'auteur ne cache pas les difficultés de coordonner les actions des institutions internationales, fort nombreuses, agissant en Afghanistan. Pour lui, la mission de coordination doit revenir à l'ONU.

Bien avant dans l'ouvrage, l'auteur énonce quelques idées force qui mentionnent les erreurs à ne pas commettre et évoquent des esquisses de solutions. Par exemple, lorsqu'il affirme (page 70) qu'il est difficile pour les puissances étrangères de contrôler ce pays bien que les Afghans aient le plus grand mal à s'entendre entre eux. Ou encore en écrivant (page 47) que « *toutes les mesures allant à l'opposé des traditions ancestrales y ont généré une*



Académie des sciences d'outre-mer

révolte des populations » et dans la même ligne de pensée que « *les institutions calquées sur celles des démocraties occidentales* » ne sont pas acceptées par la population (pages 122, 123). Toutefois l'auteur estime que la constitution actuelle ne doit pas être abrogée mais seulement amendée. Il affirme avec raison que « *l'autorité d'un Tadjik a toujours été contestée par les Pachtounes, ethnie majoritaire* » (page 47), tout en ajoutant très justement que le concept de nation afghane n'est pas rejeté (page 121). Ainsi apparaît la nature complexe de l'Afghanistan. Les talibans, qui manquent de formation intellectuelle, se sont montrés bien incapables de faire fonctionner un État. Mais, on peut estimer, ce que ne dit pas l'auteur, que l'élite des talibans, car il y en a bien une, a peut-être tiré les leçons de ses échecs pendant le régime de l'Émirat islamique de 1996 à 2001. C'est peut-être là aussi faire preuve d'un optimisme exagéré.

Alain Lamballe